Le travail concret, facteur de la réussite du service public

La question énergétique est au cœur du devenir de nos sociétés. Elle présente notamment :

* des enjeux sociaux et écologiques,
* des enjeux démocratiques,
* des enjeux industriels,

Nous sommes aujourd’hui confrontés à une situation, qui s’il n’est pas complètement comparable à la reconstruction des moyens de production en 1946, relève d’une même problématique, (re) construire le système énergétique pour les 30 à 50 prochaines années. Quelles sont les conditions dà satisfaire pour réussir ce qui s’avère un véritable challenge :

* Quelle organisation pour l’énergie, en particulier pour l’électricité et le gaz qui sont des biens communs et doivent considérés comme tels ?
* Quelle implication des citoyens, des salariés, quelle place et quelle organisation de la démocratie pour et dans un véritable service public ?
* Quelles sont les enjeux industriels et financiers pour réussir la transition énergétique ?

# A propos des enjeux industriels

Une question se pose aujourd’hui, sommes-nous capables de construire le futur parc de production d’électricité ? Je n’en suis actuellement pas certain !

Parmi les causes de l’échec de la construction de l’EPR, échec de l’ensemble de l’industrie française, les transformations libérales, le management libérale des organisations et des entreprises, en constitue l’une des majeures.

Pour caractériser ce que je désigne par management “libéral” je voudrais revenir sur ce que vivent les professionnels de la santé comme ceux de l’enseignement. Sous prétexte d’efficacité on a introduit, il y a maintenant plus d’une décennie, “les principes de l’entreprise”, qui seraient si performants, dans la gestion de la santé comme partout. On mesure aujourd’hui les méfaits et les conséquences sur notre système de santé du New Public Management. Et c’est toujours sous couvert de cette performance que Macron entend transformer les écoles en centres de résultats, individualisant les situations, rémunérant aux résultats et transformant les directeurs d’école en managers de projet et supérieurs hiérarchiques des enseignants !

Les mêmes transformations ont été mises en œuvre durant les précédentes décennies dans les entreprises et le monde industriel, plus ou moins rapidement en fonction des secteurs et des résistances, notamment dans les services publics, accompagnant le plus souvent la déréglementation et la concurrence à laquelle ils étaient nouvellement soumis. Avec des conséquences désastreuses pour les salariés, développement de la sous-traitance, externalisation et délocalisation. Mais l’exemple de la Santé doit nous conduire aussi à nous interroger sur les conséquences sur le monde industriel du management libéral. Est-il compatible avec le développement de projets industriels importants qui dépassent la taille d’une startup?

Ce qui caractérise ces organisations c’est l’ignorance, voire la négation, du travail concret, réel. Et à l’inverse, les statuts, celui des IEG, celui de la fonction publique, de la SNCF ou la RATP, n’ont ils pas été des facteurs de réussite du service public ? Autrement dit notre statut n’a-t-il pas été l’un des facteurs de réussite des IEG depuis 1946, de l’électrification ou la gazéification du pays, de la construction des différents parcs de production.

C’est vrai dans tous les métiers des entreprises et notamment dans les fonctions d’ingénierie qu’assurait l’Équipement lors de la construction des différents parcs. Les difficultés rencontrées avec l’EPR sont aussi, par défaut, révélatrice de cela.

Ce que les libéraux désignent comme la période passée de cogestion CGT/directions n’était-elle pas en fait une période durant laquelle le travail réel, le travail vivant comme le désigne les sociologues, et donc les collectifs de travail disposaient d’un réel pouvoir pour modifier le comment et le pourquoi du travail, de modifier les procédures, les organisations et jusqu’aux choix techniques.

Aujourd’hui la multiplication de la sous-traitance, la banalisation de l’achat de prestations de travail de toutes natures, s’est opéré une marchandisation du travail, quasiment devenu une marchandise comme une autre – la vente de la force de travail sur un marché situant les deux acteurs du marché, le capital et le travailleur, à égalité. Cette conception libérale du travail constitue une négation de sa dimension anthropologique et émancipatrice et relève aussi d’une bataille idéologique que nous avons pour, l’instant, perdu.

Je participe à une association, les Ateliers Travail et Démocratie, dont l’objectif est contenu dans le nom, introduire la démocratie dans le travail en allant jusqu’à remettre en cause la subordination des salariés au patronat. Y participent des ergonomes, des psychosociologues du travail, des universitaires et quelques syndicalistes avec l’objectif de documenter, d’argumenter, de rassembler autour de cette question.

Ne pourrions-nous pas à partir de notre histoire, du vécu des électriciens et gaziers, de nos expériences, nous emparer de cette question, place et rôle du travail vivant, place et rôle des collectifs de travail et caractériser comment le statut national en était l’un des outils. Le statut, n’est pas seulement une collection de droits individuels et collectifs, c’est d’abord étymologiquement un statut, quelque chose qui donne une dimension au salarié, une véritable reconnaissance à partir du travail. C’est l’opposé du contrat de travail qui dépersonnalise le salarié contre la vente de sa force de travail ! Autrement dit le statut national a été aussi un moyen et un outil pour remettre en cause, dans la réalité, la subordination à l’employeur. Les IRP, les commissions secondaires, permettant la reconnaissance de la qualification et une certaine transparence jusque dans les choix des directions, les CMP et les sous-CMP, n’étaient-ils pas les lieux de controverse du travail qu’appellent de ses vœux Yves Clos – des lieux ou le travail vivant et collectif pouvaient réellement peser sur les manières de travailler, d’organiser le travail et d’influer et modifier des choix techniques.

Au moment ou les services publics sont à reconstruire pour faire face aux enjeux écologiques et sociaux, santé, éducation, transports, énergie,… n’est-il pas nécessaire de nous emparer de cette bataille autour du travail vivant, l’urgence de développer la démocratie dans le travail et d’agir contre les modèles managériaux libéraux, contre sa transformation en marchandise en revitalisant le statut du salariat.

(intervention OF conférence UFR 10/22)